

ESPAGNE LIBERTAIRE

A. et D. PRUDHOMMEAUX

Deuxième partie : L'armement du peuple dans la révolution espagnole

CE TEXTE ÉCRIT DÉBUT 1937 PAR LES PRUDHOMMEAUX DÉCRIT UN DES ASPECTS LES PLUS IMPORTANTS DE LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE : LES MILICES.

VÉRITABLE MOYEN DE LUTTE ARMÉE POPULAIRE ANTI-MILITARISTE, LE SYSTÈME DE MILICE EST UNE DES SPÉCIFICITÉS DU MOUVEMENT ANARCHISTE. ON COMPREND BIEN À CETTE LECTURE QUE DERRIÈRE LES «CHOIX TACTIQUES» QUI AMÈNENT À LA MILITARISATION, AU COMMANDEMENT UNIQUE, À L'UNION SACRÉE, POUR DES RAISONS «D'EFFICACITÉ», SE CACHE LA VOLONTÉ D'EMPÊCHER LE PEUPLE DE SE PRENDRE VÉRITABLEMENT EN MAIN.

ET COMME IL S'EST AVÉRÉ PAR LA SUITE, UNE ORGANISATION AUTORITAIRE N'EST MÊME PAS EFFICACE...

CNT-AIT

ESPAGNE LIBERTAIRE

II. L'armement du peuple dans la révolution espagnole

A. et D. PRUDHOMMEAUX



COLLECTION REPÈRES

CNT-AIT

ACTUELLES

Ils ont tué Pipo. Un meurtre en banlieue, une violence d'Etat, une récupération politique et médiatique

Assassins. Brochure sur l'explosion de l'usine AZF.

SYNDICALISME

Les prud'hommes ne défendent pas les travailleurs, ils les jugent !

Les élections professionnelles contre le syndicalisme

STRATÉGIE

Pour l'abstention. Propos anarcho-syndicalistes pour l'abstention et contre le capitalisme

Anarcho-syndicalisme et autonomie populaire

REPÈRES

Espagne libertaire I. L'organisation ouvrière par André et Doris Prudhommeaux,

Espagne libertaire II. L'armement du peuple dans la révolution espagnole, par André et Doris Prudhommeaux.

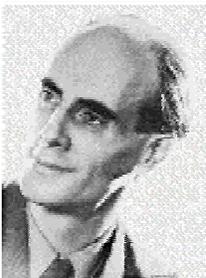
INTERNATIONALISME

Les IWW : organisation et pratique du syndicalisme révolutionnaire aux Etats-Unis

Ces brochures sont disponibles auprès de l'union régionale Midi-Pyrénées de la CNT-AIT. Liste complète et à jour disponible sur simple demande à :

**CNT-AIT, 7 rue Saint-Rémésy, 31000 Toulouse
Tel / fax : 05 61 52 86 48**

Vous pouvez aussi les consulter sur : <http://cnt-ait.info>



LES AUTEURS :

Le 15 octobre 1902, naissance d'André PRUDHOMMEAUX (dit Prunier) au familistère de Guise (Fondé par J.B Godin). D'abord communiste révolutionnaire, puis anarchiste.

Avec sa compagne DORA RIS (dite DORI, née le 8 novembre 1907, en Suisse), il ouvre, à Paris, une librairie spécialisée en histoire sociale, et lieu de débats. Au début des années trente, après un voyage en Allemagne, ils deviennent anarchistes et collaborent à la presse libertaire, y dénonçant la politique des bolcheviques en Allemagne. André anime, avec Voline, le journal "Terre libre", organe de la Fédération Anarchiste Française. En 1936, il se rend à Barcelone où il publie, avec Aristide Lapeyre, les premiers numéros de "L'Espagne antifasciste" puis de retour en France "L'Espagne nouvelle", très critique sur la participation ministérielle de la C.N.T- F.A.I. Durant la guerre, il se réfugie en Suisse. A la libération, il rentre en France et collabore au "Libertaire" puis, en 1954, au "Monde Libertaire", organe de la nouvelle Fédération Anarchiste.

Il écrit aussi de nombreux articles dans la presse anarchiste internationale et est l'auteur, avec sa compagne Dori, de "Spartacus et la commune de Berlin", "L'effort libertaire", "Catalogne Libertaire", etc. Il décède après une longue maladie, le 13 novembre 1968.

Tiré de L'éphéméride Anarchiste <http://perso.club-internet.fr/ytak/>

Les « Trois Glorieuses »

Les premières Colonnes	p. 7
Armée ou Milice ?	p. 11
Le Commandement Unique	p. 18
La Mobilisation et la Fuite à Valence	p. 23
Le Redressement	p. 31
Documents	p. 38

L'ARMEMENT DU PEUPLE DANS LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

Les « Trois Glorieuses »

L'armement du Peuple est le premier problème de toute lutte sociale. En Espagne, ce problème fut déterminant dès le premier jour et n'a pas cessé de l'être. La lutte armée a imposé son propre rythme de développement à la révolution, sur tous les terrains. L'économie, avec ses alternatives de socialisme libertaire et de reflux vers l'étatisme et la propriété privée, la politique intérieure et extérieure sous tous ses aspects, le caractère même de la vie sociale et morale dans toute l'Espagne, tout cela est dominé, étroitement influencé et régi par les fluctuations de la lutte armée et en dernière analyse par le problème matériel et organique de l'armement du peuple.

« Des Armes ! » Telle est et reste la principale revendication de la révolution espagnole. Une fois de plus se vérifie la parole de Blanqui : « Qui a du fer, a du pain. »

Voici comment le problème de l'armement se posa à Barcelone

les 17, 18 et 19 juillet : le récit ci-dessous est emprunté au camarade M. Buenacasa (*Espagne Antifasciste* n° 3) :

« Dans la nuit du 17 au 18 juillet, les ouvriers se réunissent dans leurs syndicats. Ils exigent des armes, mais ne peuvent en obtenir. Des groupes se dirigent vers le port, d'où, avec le consentement des marins, ils emportent cent cinquante fusils et des munitions au siège du syndicat des Transports. Le gouvernement se refuse toujours à donner des armes aux travailleurs. La garde civile parlemente avec les ouvriers. Des milliers d'entre eux attendent sur la Rambla.»

Tel fut le début de l'action ouvrière à Barcelone. Les premières rencontres n'eurent lieu qu'à l'aube du dimanche 19 juillet.

« A cinq heures du matin, le général de brigade Justo Legurburu et le colonel du 10^e régiment d'artillerie José Llanas Quintanillas, déclarent l'état de guerre. Ils font entrer 500 fascistes barcelonnais au quartier, les arment convenablement et les font sortir dans la rue. La lutte commence. Un certain nombre des nôtres sont pris.

« L'aviation loyale commence le bombardement et détruit deux batteries.

« Des militaires s'emparent aussi du syndicat du bois. Les officiers sont sur le point de faire fusiller nos camarades, quand un groupe décidé des nôtres les libère en s'emparant de deux mitrailleuses et en procédant à de nombreuses arrestations.

« Également, à cinq heures du matin, nos camarades avec les armes qu'ils ont pu trouver, donnent l'attaque aux casernes de Barcelonette. La lutte est très dure ; il y a de lourdes pertes des deux côtés. A dix heures pourtant l'ennemi est battu. Les camarades enlèvent aux militaires cinq canons de calibre moyen, le trophée le plus important des luttes à Barcelone.

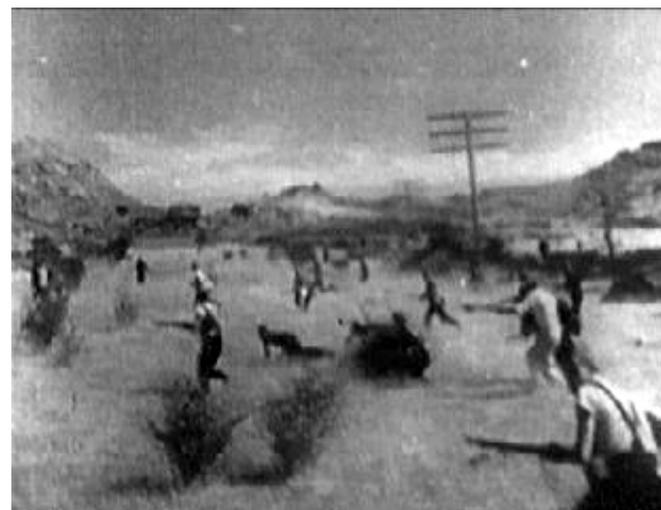
« Les soldats du groupe d'information de Saint-André se refusent à sortir quand les officiers le leur ordonnent et ceux-ci doivent abandonner leur projet. De plus, les soldats, dans leur majorité, se joignent aux milices révolutionnaires.

« Depuis une semaine, les chefs du 10^e régiment de cavalerie gardaient leurs hommes au quartier de la rue de Tarragone. A trois heures de l'après-midi, le capitaine Santos Villalon Pérez fait sor-

coordonnons nos efforts ; mais si l'on nous militarise, la seule chose qui arrivera, ce sera de bouleverser cette norme. Il y a bien la colonne Eixa-Uribes, maintenant Palacios-Uribes, qui est militarisée, mais cette militarisation a été décidée par elle-même. Nous, nous n'avons pas besoin de galons, et par conséquent, nous ne pouvons lui donner raison. Le résultat de cela est qu'on est passé d'une structure fédéraliste à une discipline de caserne, ce que précisément nous ne voulons pas.

« On parle également de milices uniques. Nous pensons que le groupement par affinités devra prévaloir demain comme aujourd'hui. Que les individus se groupent suivant leurs idées et leur tempérament. Que ceux qui pensent de telle ou telle façon unissent leurs efforts pour réaliser leurs buts communs. Si l'on forme les colonnes d'une manière hétérogène, on n'arrivera à aucun résultat pratique.

« C'est-à-dire que nous ne renonçons nullement à l'indépendance des colonnes et ne voulons nous assujettir à aucun commandement gouvernemental. Nous luttons pour abattre d'abord le fascisme, ensuite pour notre idéal, qui est l'anarchie. Notre action ne doit pas tendre à renforcer l'État, mais à le détruire progressivement, à rendre inutile le gouvernement. »



guerre et de l'état-major, nous devons protester et demander la destitution dudit état-major de Valence. Aussi longtemps que nous lui avons obéi, la désorientation était si grande que nous ne savions rien de la situation des autres fronts, ni de l'activité des autres colonnes : nous subissons des bombardements sans pouvoir savoir d'où ils venaient. C'est pourquoi nous proposons la création d'un Comité d'opérations, composé de représentants de chaque centrale d'organisation ; nous voulons, nous, des représentants qui connaissent bien le terrain et savent où aller.

« La constitution de Comités de guerre est acceptée par toutes les milices confédérales. Nous partons de l'individu et formons des groupes de dix, qui s'arrangent entre eux pour les petites opérations. La réunion de dix groupes forme une centurie, qui nomme un délégué pour la représenter. Trente centuries forment une colonne, qui est dirigée par le Comité de guerre, dans lequel les délégués de centuries ont voix au chapitre.

« Un autre point, c'est celui de la coordination de tous les fronts. Celle-ci sera réalisée par les comités constitués par deux délégués civils, un délégué militaire comme assesseur, outre la délégation du Comité exécutif populaire. Ainsi, bien que chaque colonne conserve sa liberté d'action, nous arrivons à la coordination des forces, qui n'est pas la même chose que l'unité de commandement.

« La marxistes et les républicains ne voulaient pas de cela, parce qu'ils disaient que les colonnes n'ont pas à discuter et que tous doivent respecter ce qu'ordonne l'état-major. Ainsi, mieux valait un échec avec l'état-major que cinquante victoires avec cinquante comités.

Hiérarchie militaire ou fédéralisme ?

« Quant à la militarisation, nous voulons bien admettre que les militaires qui se sont adonnés toute leur vie à l'étude des tactiques guerrières sont plus avertis que nous et que leurs conseils valent souvent mieux que les nôtres. Par conséquent, nous acceptons leurs conseils, leur collaboration. Dans notre colonne, par exemple, l'élément militaire, dans lequel nous avons confiance, travaille de concert avec nous et, ensemble, nous

tir son escadron dans la rue. Tandis qu'il donne des ordres aux officiers, un soldat le couche en joue et l'escadron se disperse.

« Après avoir occupé toute la place de Catalogne et le Métro, nos camarades donnent l'assaut au Central Téléphonique dont les fascistes s'étaient emparés. Après la prise du Central, voilà les paroles d'un agent de police qui avait participé : « Ceux de la F.A.I. sont les seuls qui soient faits pour ce travail.

« Dès le matin, la Capitainerie Générale est encerclée par un fort groupement de camarades et des gardes d'assaut. La lutte se poursuit tout le jour contre les forces qui sont concentrées là. La Capitainerie se rend dans la soirée. Le général Godet, ne pouvant résister plus longtemps, décide de se livrer, tandis que ses officiers d'état-major se suicident. »

Le lendemain, lundi 20 juillet, les casernes de Pédralbès et d'Atarazanas (ou « des Dresannes ») sont prises. C'est à cette dernière attaque que se place la perte tragique de l'anarchiste Francisco Ascaso, qui tomba sous une rafale de mitrailleuse en conduisant l'assaut final. Le mardi 21, il ne restait plus du putsch fasciste que des tirailleurs embusqués ça et là dans les clochers des églises et sur les toits des maisons. Le peuple avait vaincu l'armée dans un combat en règle, fait unique, croyons-nous, dans les annales du vingtième siècle. Le poids principal dans la lutte et le mérite de la victoire revenaient aux anarchistes, initiateurs de l'armement du peuple.

On n'a que l'embarras du choix pour citer les témoignages d'admiration ou de stupéfaction que suscita « l'héroïsme diabolique » des gars de la F.A.I. Les moins enthousiastes ne sont pas les démocrates bourgeois qui auraient été infailliblement collés au mur par les généraux fascistes, si les anarchistes n'avaient pas su prendre les armes que ces mêmes démocrates avaient refusé de leur donner. Tout joyeux de se sentir encore en vie, Lluís Companys, président de la Généralité de Catalogne, écrit au sujet du 19 juillet (*Vu*, du 29 août 1936) :

« L'attitude des anarchistes, au cours de cette journée, a été digne d'une admiration particulière. »

Le catalaniste J. Miratvillès, dans le même organe, abonde dans

le sens de son chef de file politique :

« Dès l'origine du conflit, les anarchistes sont descendus dans la rue et, suivis de petits groupes d'ouvriers, ils ont été les auteurs de la victoire. En vingt-quatre heures, l'armée espagnole était véritablement dissoute. C'est là le succès le plus foudroyant qui ait jamais été enregistré dans l'histoire d'une révolution. Et c'est le mouvement anarchiste qui a donné ce résultat. »

Mais un peu plus loin pointe l'inquiétude :

« Le mardi 21 au soir, à Barcelone, la situation était *véritablement tragique*. L'armée n'existait plus. Les organes de la Généralité s'étaient totalement confondus avec le peuple dans la lutte. »

Tragique, en effet, la situation de gouvernants sans armée, sans police, forcés de louvoyer au plus près au milieu d'un peuple où le soldat, le garde d'assaut ou le mozzo de escuadra, n'était plus qu'un salopard en espadrilles et en manche de chemise, brandissant un mauser au cri de « Viva la F.A.I. ! »...

D'autant plus « tragique » qu'il ne s'agissait point là de ces « saturnales » sans lendemain où un peuple purge en quelques heures de folie toute la rancoeur d'une existence, et qui laissent intact, l'ivresse une fois passée, l'ensemble du système social existant. Pour spontanée qu'elle ait été, la riposte anarchiste au coup d'état militaire n'était pas moins préparée, organisée. Le système des comités de quartiers assurant le ravitaillement et la vigilance locale n'était autre que la « fédération des barricades » préconisée par Bakounine. Il complétait la structure syndicale et amorçait celle d'une commune insurrectionnelle complète. Les comités de quartier à Barcelone avaient pris l'initiative de nourrir les combattants, de les armer, de les pourvoir en munitions, de les contrôler, d'établir un système de transport, de garde, de relèves. Grâce à eux, l'émeute était devenue révolution permanente, la foule armée s'était articulée en milice populaire.

Il ne restait au gouvernement de la bourgeoisie démocratique d'autre solution que de reconnaître le fait accompli en lui conférant un caractère aussi officiel, aussi gouvernemental, aussi centraliste que possible - tout au moins dans la forme !

Le 21 juillet 1936, Lluís Companys procédait donc par décret à

« La Colonne de Fer doit exposer sa structure, son organisation interne. A ce sujet, la discussion doit porter sur divers points. D'abord sur celui de la militarisation. Car il y a un décret du gouvernement qui prévoit la militarisation de toutes les colonnes et il y a des camarades qui croient que la militarisation arrange tout.

« Nous nous disons qu'elle n'arrangera rien.

« Face aux caporaux, sergents et officiers sortis des académies, totalement ignorants, parfois, des problèmes de la guerre, nous présentons notre organisation, nous n'acceptons pas la structure militaire. La Colonne de Fer et toutes les colonnes de la C.N.T. et de la F.A.I. , et même d'autres qui ne sont pas confédérales, n'ont pas accepté la discipline militaire.

Commandement unique ou coordination ?

« Dans une motion présentée et approuvée dans une réunion à Valence par la C.N.T., la F.A.I. , la Colonne de Fer, etc., et dans laquelle est considérée nécessaire la création d'un organisme qui serve de liaison entre les forces qui luttent à Teruel et sur divers fronts, on demande la constitution des Comités de guerre et de Comités de colonne, en vue de former par voie de délégation le Comité d'opérations, composé de deux délégués civils et un technicien général militaire comme assesseur, pour chaque colonne, et par le délégué de guerre du Comité exécutif populaire, qui doit servir de liaison entre les colonnes de Teruel et celles des autres fronts.

« C'est-à-dire que nous, qui sommes contre ce qu'on appelle le commandement unique, nous propageons par l'exemple et la pratique la coordination de toutes les forces qui luttent. Nous ne pouvons accepter qu'un état-major, qu'un ministre, qui ne connaissent pas pratiquement la situation du terrain, qui ne sont jamais allés sur le champ de bataille, qui ignorent tout de la mentalité des hommes qu'ils commandent (quand cette ignorance ne s'étend pas, au surplus, à la technique militaire) nous dirigent d'un bureau et nous donnent des ordres, la plupart du temps insensés. Et comme nous avons dû presque toujours nous soumettre aux ordres du commandement militaire, des délégations de

Documents

I. - *La Section Italienne de la Colonne Ascaso contre la mobilisation* (Monte Pelato, le 30 octobre 1936) :

« Les membres de la « Section Italienne » de la Colonne Ascaso sont des volontaires accourus de diverses nations pour apporter leur contribution à la cause de la liberté espagnole et à celle de la liberté universelle. Ayant pris connaissance du décret promulgué par le Conseil de la Généralité relatif à la transformation de la constitution des milices, ils réaffirment leur dévouement à la cause qui les amène sur le front de combat antifasciste et tiennent à déclarer ce qui suit :

« 1° Le décret en question ne peut se référer qu'à ceux qui sont soumis aux obligations d'une mobilisation émanant des autorités qui l'ont promulgué - mesure sur l'opportunité de laquelle nous nous abstenons de toute appréciation de principe.

« 2° Ceci nous confirme dans la conviction que le décret en question ne saurait s'appliquer à nous. Toutefois, nous tenons à affirmer avec l'absolue clarté nécessaire que, dans le cas où les autorités nous considéreraient comme susceptibles d'en subir l'application, nous ne pourrions que nous considérer déliés de toute obligation morale et revendiquer notre pleine liberté d'action - le pacte constitutif de la Section elle-même se trouvant dissous de plein droit.

« Pour le Comité : Vindice, Mioli, Bulighin, Petacchini, Pontorini. »

II - Intervention d'un délégué de la Colonne de Fer au Plénum Régional de Valence (approuvée par la colonne et reproduite par son organe *Linea de Fuego*, le 17 novembre 1936, Front de Teruel) :

« La Colonne de Fer demande que la commission des rapporteurs ne s'occupe pas de la structure des milices de la C N T.

la « création » des milices qui au même instant montaient déjà la garde à la porte de son bureau. Il leur attribuait un rôle provisoire et défensif et instituait un « Comité de liaison et de direction de milices citadines de Catalogne » destiné à régir l'activité de « Comités locaux » présidés par les commissaires de la Généralité.

Par le même décret, Enric Perez i Farras était nommé « Chef militaire des Milices Citadines de Catalogne » et Lluís Prunés i Sato, commissaire de Défense à la Généralité « avec les attributions nécessaires pour l'organisation de ces Milices ».

Le « Comité de liaison » comprenait les représentants de la Généralité « et des organisations politiques menant la lutte contre le fascisme ».



Les premières Colones

En fait, l'organisation milicienne suivait son propre destin. Les initiatives partaient de la base, et le *Comité de liaison* servait surtout à donner une forme légale aux mesures de force et aux réquisitions rendues nécessaires par l'état de guerre civile.

Voici la composition initiale des milices antifascistes de Catalogne : C.N.T.- F.A.I., 13.000 hommes ; U.G.T., 2.000 ; P.O.U.M., 3.000 ; Police et Généralité, 2.000.

Comme on le voit, les organisations ouvrières, qui recrutaient, contrôlaient, armaient et finançaient leur propre force armée, représentaient l'écrasante majorité.

La F.A.I. fut la première à réquisitionner l'ensemble des moyens de transport, dont l'usage fut réservé aux syndicats, aux comités de quartier et aux organisations miliciennes ; de fil en aiguille, les questions de logement, de circulation, d'approvisionnement, de contrôle public, au fur et à mesure qu'elles se trouvèrent posées par la situation révolutionnaire, furent réglées par le Comité des Milices, les Comités locaux et par les organismes spécialisés dont l'autorité émanaient de la force armée populaire.

Tout partait de la milice pour y aboutir. Et les anarchistes étaient à la fois l'élite et la masse de cette milice.

C'est de la F.A.I. que partit l'initiative d'une marche en armes vers Saragosse. Les organisateurs de cette première colonne furent Buenaventura Durruti, représentant la C.N.T., avec Perez i Farras comme adjoint et technicien militaire. Elle prit contact avec les fascistes de Guadalajara le 22 juillet, c'est-à-dire le lendemain même du jour où Companys prononçait par décret la « création » des milices. Le 23 juillet, la C.N.T. proclame la reprise du travail dans toute la Catalogne. De nouvelles colonnes de miliciens rejoignent Durruti. Après un dur combat, Guadalajara tombe aux mains des forces populaires.

Le 25, les villes d'Albacète et de Caspé (Aragon) sont prises d'assaut. A Caspé, on ne retrouve plus que misère et ruine. Plus de 150 antifascistes ont été fusillés. Les factieux protègent leur retraite en plaçant entre eux et les miliciens un cordon de femmes et d'enfants liés les uns aux autres. A l'arrière, de nombreux magasins et entreprises restent fermés par suite du lock-out patronal ou du départ des propriétaires. La C.N.T. donne vingt-quatre heures aux entrepreneurs pour rouvrir, faute de quoi, le personnel salarié prendra l'entreprise en charge.

Cet ultimatum fut le signal de plusieurs tentatives pour éliminer la milice et rétablir la police et l'armée dans leurs droits et prérogatives. Le gouvernement de Madrid prétendit imposer à l'ensemble du pays une sorte d'amalgame politico-militaire dans lequel les

nérale.

« 9. L'un d'eux sera détaché à l'état-major (de la brigade) à titre d'observateur.

« 10. Cette structure doit se prolonger jusqu'à la représentation générale des Conseils de Soldats pour l'ensemble de l'Armée.

« 11. L'état-major général doit s'adjoindre également un représentant du Conseil Général des Soldats.

« 12. Conseils de guerre de campagne composés exclusivement de soldats. En cas d'accusation contre des gradés, un officier sera adjoint au Conseil de guerre. »

Adoptée à l'unanimité, à Velilla, le 22 décembre 1936, cette résolution fut également adoptée, le 29 décembre, par le Plénum de la F.A.I.

à Barcelone. A. P. et D. P.



son élimination d'une société où les parasites n'ont point de place... »

Pour terminer, nous croyons devoir mettre sous les yeux du lecteur un document qui résume assez bien les conclusions pratiques qu'on est en droit d'attendre, après la discussion dont nous nous sommes fait l'écho. Il émane des combattants allemands ralliés autour du drapeau rouge et noir de la colonne Durruti et représente un programme de revendication minimum pour tout révolutionnaire, dans les cadres d'une organisation militaire qui est appelée à être contrôlée par ses membres dans l'intérêt du peuple :

« L'Armée Populaire et les Conseils de Soldats.

« Les camarades allemands du Groupe International de la colonne Durruti ont pris position sur la question de la militarisation en général, et particulièrement dans le sein de la colonne. Les camarades reprochent aux réalisations actuelles des principes de militarisation d'avoir été élaborés en l'absence de tout contact étroit avec les éléments du front. Ils considèrent les mesures prises jusqu'à présent comme provisoires et les acceptent à ce titre jusqu'à la création d'un nouveau « Code Militaire » dont ils réclament l'établissement aussi rapide que possible pour mettre fin à l'état actuel de confusion permanente. Les camarades allemands proposent la prise en considération des revendications suivantes dans la rédaction de ce nouveau code:

« 1. Suppression du salut.

« 2. Solde égale pour tous.

« 3. Liberté de presse (journaux du front)

« 4. Liberté de discussion.

« 5. Conseil de Bataillon (3 délégués élus par compagnie).

« 6. Aucun délégué n'exercera des fonctions de commandement.

« 7. Le Conseil de Bataillon convoquera une réunion générale des soldats, si les deux tiers des délégués de compagnie en sont d'avis.

« 8. Les soldats de chaque unité (régiment) éliront une délégation de trois hommes de confiance de l'unité. Ces hommes de confiance pourront convoquer à tout moment une assemblée gé-

miliciens auraient formé des bataillons volontaires, dans le cadre des régiments réguliers restés fidèles à la légalité. On promettait aux miliciens militarisés une solde, un bel uniforme et un tour de faveur pour entrer dans les Gardes d'Assaut où les autres corps de police permanente. Personne ne se laissa tenter.

Ces combinaisons devaient revenir comme un leitmotiv dans la politique gouvernementale, bourgeoise et stalinienne, à chaque tournant de la guerre civile. Il s'agissait d'abord d'envoyer au front tous les gêneurs et de rétablir la « normalité » à l'arrière. Puis, on imposerait aux combattants du front, par une propagande habilement dosée, l'acceptation de la discipline et de la hiérarchie militaire.

Pour exercer ce chantage moral, tous les moyens étaient bons ; ainsi les insinuations socialistes suivant lesquelles les milices anarchistes se livraient au pillage au lieu de combattre, affirmation reprise dans le Popu par Herrmann et rabâchée dans l'Humanité.

A en croire les communistes, eux seuls étaient au travail et au front en Espagne, dirigeant tout, gagnant les batailles et réprimant les désordres. Quant aux anarchistes, voici ce que le chef communiste Juan Hernandez disait d'eux au cours d'un interview à la presse :

« Les anarchistes préfèrent l'arrière à la ligne de feu. Il ne faut pas y attacher d'importance. Leurs intentions ne sont pas très claires, mais le peuple espagnol et tous les organismes officiels se dresseront contre eux.»

Ce qui amenait les observateurs impartiaux à rectifier (sans grand succès d'ailleurs, la renommée des communistes comme « meneurs de révolution » étant intangible dans tous les pays - sauf en Espagne). Dans Intervention, J. Daniel Martinet écrit :

« ... quel étonnement pour celui qui revient de là-bas et qui voit les journaux du Front Populaire français présentant le P.S.U.C. (adhérant à la IIIe Internationale) comme le Parti dirigeant de la Révolution !

« Il suffit d'avoir passé une journée à Barcelone, pour constater le rôle dirigeant incontestable de la F.A.I. et de la C.N.T. anarcho-syndicalistes.

« Je me demande où un rédacteur du Popu, comme J. M. Herrmann, va chercher ses renseignements. L'esprit de parti lui fait perdre tout sens critique lorsqu'il considère la C.N.T. comme le syndicat du « lumpenprolétariat » - alors que j'ai pu constater à maintes reprises quel ordre et quelle discipline la F.A.I. et la C.N.T. font régner dans toute la Catalogne. »

De son côté, *l'Information* publie de son envoyé spécial :

« Il ne faut pas perdre de vue que ces deux organisations montrent un tact gouvernemental (sic) inespéré et que leurs dirigeants se rendent parfaitement compte de la responsabilité civique qui leur incombe. Au front de combat comme en ville, la C.N.T. et la F.A.I. veillent à tout, et le public barcelonais se rend déjà compte qu'elles ne s'en tirent pas mal.

« Contrairement à ce qui a été dit dans certains journaux français d'extrême gauche, les éléments de la C.N.T. et de la F.A.I. sont non seulement les plus nombreux au front d'Aragon, mais ils sont placés quasi exclusivement à l'avant-garde et ont l'initiative des attaques. Parfaitement informé à ce sujet, je puis en donner l'assurance la plus complète.

« Je tiens aussi à signaler que ces éléments ont déjà protesté en diverses occasions au sujet des prétendues victoires attribuées à des socialistes ou communistes. Et des rectifications ont été publiées dans ce sens.»

Nous croyons inutile d'insister. Le front d'Aragon, gardé par les anarchistes, n'a jamais subi de reculs. Les méthodes de lutte de la colonne Durruti et des autres colonnes C.N.T. – F.A.I. se trouvent par là garanties quant à leur efficacité pratique. Et cela d'autant plus que le plateau aragonais ne présente aucun des avantages naturels qui ont pu faciliter sur d'autres fronts l'action des détachements irréguliers (forêts, montagnes, terrains rocaillieux et semés d'accidents, maquis, fortifications naturelles, etc.). Certes, de lourdes erreurs ont pu être commises ; mais elles ne font que confirmer la valeur générale de l'expérience : la moitié de l'Aragon a été reconquis face à l'armée fasciste et par des méthodes « non militaires ».

amena un assez grand nombre de prolétaires internationaux militarisés sous la férule russe à quitter leurs formations pour monter en ligne avec Durruti. Le désir d'être traité en citoyen conscient et non pas comme de la viande à brûler fit des milices C.N.T.-F.A.I. un pôle d'attraction pour toutes les tendances. Conscients de leur rôle d'éducateurs et se sentant les dépositaires de l'âme et de l'honneur révolutionnaires, les organisateurs C.N.Tistes reprirent une bonne partie de leurs positions de principes en ce qui concerne l'anti-militarisme et l'autodiscipline. Leur propagande, inspirée par le souci de consolider les conquêtes miliciennes dans le cadre de l'armée populaire, prit une tournure plus libre et plus révolutionnaire :

« Connaissant la psychologie de notre peuple - dit une proclamation datée du mois de novembre - nous savons que le soldat de la révolution ne luttera pas d'une manière efficace, si on le convertit en une mécanique sans âme sous la rigide discipline d'un Code qui ne parle point de droit ni de devoir, mais d'obéissance et de châtement... Les vieilles formules sont ici inacceptables parce qu'elles ne furent pas dictées par un peuple qui se défend. Elles étaient destinées à l'asservissement du peuple, à la défense des classes exploiteuses qui utilisent la force armée pour la protection de leurs intérêts et de leurs privilèges.

« L'armée espagnole disparue le 19 juillet, quelque ait été la rigidité de son Code militaire, ne brillait aucunement par sa discipline, ni par son courage, ni par son organisation. La république bourgeoise ne doit plus retrouver ses gouvernants ni reconstruire une nouvelle armée, mais il faut rompre avec les vieilles idées et les formules dépassées. La révolution prolétarienne que nous sommes en train de construire n'a que faire d'aller puiser des matériaux dans les survivances nationales, politiques, militaires ou sociales qui s'opposent à son développement.

« La discipline révolutionnaire est née sur la base du devoir conscient et non de la contrainte. Le plus sévère châtement que peut mériter un camarade qui refuse d'accomplir sa tâche dans la société révolutionnaire prolétarienne, sur le terrain militaire ou économique, c'est de subir le mépris, l'isolement, et finalement

fin; et celle de l'offensive va sonner d'un instant à l'autre: Aujourd'hui, c'est Madrid qui reçoit de pied ferme les attaques. Demain, ce sera lui qui les déclenchera, avec cette différence que l'ennemi ne pourra leur résister, et, suivant notre habitude, nous avons la conviction que ces paroles ne sont pas dites en vain. »

Potitica dit :

« Dans Madrid, des milliers d'hommes qui forment l'élite de ce peuple et qui font l'étonnement du monde, sont en train d'écrire l'histoire de la capitale à journées forcées et à ses portes mêmes. »

La Libertad dit :

« Soyons tous attentifs à la voix de nos généraux et aux ordres du Comité de Défense pour leur obéir sans discussion ni crainte. D'autres épreuves menacent la trempe spirituelle des Madrilènes. Ces journées seront-elles les décisives ?

« Le Comité de Défense et son président, techniciens de la guerre, ont assez de jugement pour apprécier la situation et y remédier en conséquence. Ce que ce Comité ordonne, ce sera, sans aucun doute, la solution la plus convenable. Il nous incombe seulement d'obéir. »

Juventud écrit :

« Dans sa courte activité, le Comité de Défense a déjà prouvé qu'il était à la hauteur historique de la situation. Le groupe de camarades pleins d'abnégation qui le composent, et qui sont l'expression authentique de la volonté populaire et du front unique antifasciste, travaille nuit et jour avec une pleine efficacité à l'organisation de la défense de Madrid. Il accomplit ainsi le mandat du Gouvernement de la République et les désirs fervents du Madrid prolétarien et antifasciste. Et la jeunesse continuera à défendre le Madrid de la Révolution jusqu'à ce qu'elle passe sur les cadavres de ses ennemis. »

La défense de Madrid amena une confrontation des méthodes de lutte fédéralistes et libertaires et des méthodes gouvernementales et stalinistes. Par l'expérience, il fut démontré que le régime humain pratiqué dans les rangs anarchistes ne nuisait en rien à la valeur combative et à la bonne organisation des services. Cela



Armée ou Milice ?

L'armement du peuple avait pour limites bien moins le monopole d'un gouvernement ou d'un parti que le manque pur et simple de matériel.

Ceci était particulièrement vrai de la Catalogne où beaucoup de miliciens n'avaient que des revolvers, des fusils de chasse ou même... des bâtons. Il était impossible de mettre en ligne d'un côté comme de l'autre plus de 60.000 à 100.000 hommes, dans toute l'Espagne, compte tenu des forces indispensables à l'arrière et sur les côtes.

L'armée régulière comprenait plus de 500 généraux en réserve et en activité, 15.000 officiers, 35.000 gardes civils. Tous ces éléments étaient factieux, ou suspects de sympathie pour leurs collègues factieux. Quant aux 100.000 hommes de troupes, recrutés parmi les éléments les plus arriérés de la campagne (l'insoumission est de règle parmi les éléments populaires avancés), ils se trouvaient pour les trois quarts encadrés par les factieux et dans l'impossibilité de leur échapper sans courir de graves dangers...

Du côté gouvernemental, les cadres manquaient et les effectifs

étaient réduits par l'intégration de certains éléments aux milices. Les efforts du cabinet Giralt pour reconstituer une force militaire indépendante furent suivis avec une particulière attention par l'État-major russe. C'est donc dans le journal moscovite *Krasnaïa Zvierda* que nous puiserons nos renseignements au sujet des résultats obtenus.

Il constate que le 18 août, les effectifs gouvernementaux se limitaient à trois divisions d'infanterie, savoir: la première division (Madrid), la troisième (Valence) et la quatrième (Barcelone), à quoi s'ajoutait la première brigade de montagne, casernée dans la région pyrénéenne de la Catalogne.

D'après les informations soviétiques, il restait le 18 août de l'armée espagnole loyale : 30 bataillons d'infanterie, 2 régiments de cavalerie, 1 régiment de chars, 1 régiment d'artillerie à cheval, 1 groupe d'artillerie antiaérienne, 12 batteries de campagne, 3 bataillons de génie, le régiment des chemins de fer et diverses petites unités.

Si l'on veut bien se donner la peine de comparer ces forces à celles de l'armée fasciste rebelle, on se convaincra sans peine du fait suivant : les milices ouvrières ont joué dans la guerre civile un rôle absolument déterminant, en ce qui concerne l'action guerrière antifasciste. Elles ont porté tout le poids des opérations. *Elles auraient pu imposer leur caractère propre à la nature même des opérations.* La logique exigeait que les corps militaires loyaux soient fondus dans la milice, et non pas la milice intégrée dans l'armée.

C'est pourtant ce qu'ont méconnu les « autorités » madrilènes et barcelonaises, en procédant à des *tentatives de mobilisation*, qui devraient faire pencher la balance dans le sens de l'indifférence politique et entraîner la militarisation des milices.

La première eut lieu fin août et porta sur les classes 33, 34 et 35, qui se trouvaient de la sorte rappelées sous les drapeaux. En Catalogne, cette tentative de mobilisation échoua.

L'Espagne Antifasciste publia l'article suivant :

« Lors de la tentative de mobilisation militaire du gouvernement madrilène et de la Généralité, les rues de Barcelone ont été envahies par les recrues des classes 33-34-35 qui, n'ayant aucune



Dans toute la presse, même la plus modérée, la plus conservatrice, se reflète le réveil de la vie sociale madrilène, après le départ du gouvernement.

A.B.C. écrit :

« Le Comité de Défense de Madrid peut se montrer fier du peuple qu'il dirige et qu'il peut mener à la victoire, comme ce peuple peut se montrer fier du courage des hommes qui, en ce moment, tiennent la responsabilité historique de le diriger. La confiance de Madrid en son Comité de Défense s'est accrue par son action victorieuse de ces trois derniers jours sur le front de la capitale. Cette confiance nous prouve la trempe et les qualités d'organisation dans le commandement des quelques hommes qui doivent être considérés comme ayant bien mérité de la République et du peuple. »

Ahora dit :

« Le Comité de Défense de Madrid est aujourd'hui la clef de cette résurrection splendide d'un peuple qui a enfin trouvé dans cet organisme un fidèle interprète de ses désirs en même temps que l'unité dans le commandement. Au cours seulement de trois journées le Comité a gagné, sans discours ni harangues spectaculaires, l'autorité pleine et entière qui ne procède pas de l'espérance en des projets, mais du succès complet dans l'action. »

El Socialista :

« Les heures de la résistance sont en train de toucher à leur

des ministres fut un assainissement.

L'arrivée de Durruti avec 5.000 combattants catalans ; la proclamation rude et virile qu'il lança par la radio, rabrouant vertement les oisifs, les cabotins et les faux révolutionnaires ; l'offre qu'il fit à chaque Madrilène d'un fusil ou d'une pioche et l'invitation à tous de creuser des tranchées et d'élever des barricades, tout cela contribua à créer une espèce d'euphorie ardente et joyeuse que les communiqués et les discours menteurs du gouvernement auraient été bien incapables de susciter. Jusque-là, on n'avait organisé ni la défense ni l'évacuation des bouches inutiles de peur d'ébranler le moral. Durruti et le Comité de Défense traitèrent les Madrilènes en hommes et ceux-ci se conduisirent en hommes. La C.N.T., qui comprenait à Madrid l'élément extrémiste de la classe ouvrière, donna l'exemple en mobilisant tous ses membres pour créer une brigade des fortifications et d'autres formations analogues.

La proclamation suivante fut publiée par le quotidien madrilène *CNT* :

« La Fédération locale des syndicats uniques de Madrid, dont la responsabilité est liée au sort de la cause antifasciste, a mobilisé hier, lundi, tous les travailleurs contrôlés par elle afin de contribuer, d'une façon décisive, à la lutte contre les rebelles aux alentours de la capitale de la République. Tous les travaux ne se rapportant pas directement à la guerre ont été déclarés suspendus, et c'est 40.000 travailleurs confédérés qui, aujourd'hui, sont en armes à Madrid pour prêter main forte au gouvernement.

« La tentative fasciste se brisera contre un rempart de chair prolétarienne, si elle n'est défaite avant par nos armes, chaque jour de plus en plus puissantes et efficaces. Nos rangs sont maintenant débarrassés de tous les traîtres. C'est le peuple qui, dans les journées de juillet, emporta d'assaut les repaires fascistes par sa spontanéité combative et son ardeur révolutionnaire. Ce doit être encore lui, aguerris cette fois par trois mois de lutte, qui anéantira définitivement les traîtres. De l'énergie, camarades, et nous vaincrons ! »

confiance dans les officiers et s'estimant libérées de la vieille conception militaire de l'encasernement, refusent de se rendre à leur corps. Nombre de ces jeunes gens s'inscrivaient aux milices - d'aucuns voulaient même partir tout de suite pour Saragosse. Pour exposer leur point de vue, ils organisèrent une vaste assemblée réunissant 10.000 d'entre eux, au cours de laquelle ils votèrent l'ordre du jour suivant : « *Nous ne refusons pas de remplir notre devoir civique et révolutionnaire. Nous voulons aller libérer nos frères de Saragosse. Nous voulons être miliciens de la liberté, non des soldats sous l'uniforme. L'armée s'est avérée un danger pour le peuple ; seules les milices populaires protègent les libertés publiques : Miliciens, oui ! Mais soldats, jamais !* »

« La C.N.T. a pris leur cause en mains auprès de Madrid et de la Généralité catalane. Les déclarations des dites recrues se traduisirent d'ailleurs aussitôt en actes : des milliers vinrent spontanément se faire inscrire aux milices. Et la mobilisation sans distinction de classe ou de volonté révolutionnaire fut abandonnée en ce qui concerne la lutte « contre les factieux ».

« D'ailleurs, que Madrid et Barcelone se détrompent : Il ne s'agit pas de la simple répression d'un mouvement « factieux ». Nous sommes en face d'un phénomène social dont la tentative fasciste n'a fait que précipiter l'apparition. Tous ceux qui voudront s'opposer à lui seront balayés. Au contraire, si les sphères dirigeantes en comprennent la puissance et lui laissent le champ libre, ils éviteront des maux irréparables.

« La C.N.T. dit à ces jeunes recrues : « Puisqu'il ne s'agit pas de vous dérober à l'accomplissement d'un devoir, nous soutiendrons votre droit : Vous combattrez comme miliciens, non comme soldats. »

« Solution à laquelle les soldats applaudirent.

« Nous voulons penser que les gouvernements espagnols ne leur refuseront pas ce droit - il le faut. Ils doivent savoir qu'une armée qui combat sous la contrainte aboutit finalement à la déroute, témoin les armées de Napoléon, qui n'évitèrent ni Waterloo, ni la chute de l'empire. Les armées de volontaires ont derrière elles toute une épopée, telle celle des combattants de la Révolution

française.

« La C.N.T. sait qu'en appelant les miliciens aux armes, aucun ne se dérobera, car la désertion dans la lutte serait trahison. »

En même temps qu'elles combattaient la mobilisation, la C.N.T. et la F.A.I. faisaient des efforts gigantesques pour assurer l'armement, l'équipement, l'instruction, le ravitaillement et la direction de nouvelles colonnes de miliciens. Piquées d'émulation, les organisations socialistes, communistes et républicaines rivalisaient dans le recrutement des combattants, et contribuaient ainsi à assurer la permanence du système milicien.

Les rues étaient pleines d'affiches, de banderoles et d'insignes, vers la fin du mois d'août, et les bureaux d'enrôlement improvisés fonctionnaient à plein rendement. Qu'allait-on faire de ces masses de recrues fraîches, au moment où le fascisme et l'antifascisme formaient des îlots, des zones neutres, des entrelacements inextricables de forces, sans aucun front constitué ? Des masses compactes pour les opposer aux Maures et aux Requetés rassemblés en toute hâte par Franco ? Ou bien des combattants à la manière révolutionnaire, des propagandistes du fait insurrectionnel, des guérilleros, des francs-tireurs ?

Les experts militaires étaient partagés. Mais, chose étrange, les politiciens civils penchaient tous pour l'armée de masse, craignant probablement de paraître insuffisamment imbus de l'esprit guerrier et trop peu conscients des « nécessités de l'heure » !

L'Espagne Antifasciste, exprimant le point de vue des « antimilitaristes » de la base, écrivait dans son numéro 4 :

« Il apparaît de plus en plus nécessaire de se demander si le militarisme des généraux factieux parviendra à imposer ses propres formes de lutte aux révolutionnaires espagnols, ou si, inversement, nos camarades parviendront à désagréger le militarisme en lui opposant des méthodes d'action aboutissant à la liquidation du front militaire, et à l'extension à toute l'Espagne de la révolution sociale.

« Les éléments de succès dont disposent les fascistes, sont les suivants : abondance du matériel, rigidité draconienne de la discipline, organisation militaire complète, et terreur exercée sur la population avec l'aide des formations policières du fascisme. Ces



Le Redressement

Le peuple armé a besoin de discipline et d'unité pour vaincre. Mais la discipline et l'unité ne sont pas la source de sa force ; elles sont seulement l'art d'économiser cette force, dont la véritable origine réside dans le sentiment de l'honneur et de la responsabilité individuelle, dans la fraternité de classe et d'idée, dans la revendication de la liberté et de la justice sociale, etc. Lorsque le souci de la discipline et de l'unité passe au premier plan, c'est que les sources vives de l'élan révolutionnaire se trouvent taries, et que la peur, le sentiment de l'infériorité devant l'adversaire (souvent déguisés derrière des fanfaronnades irresponsables) ont pris le dessus.

Le départ du gouvernement pour Valence fut une cure de vérité à l'usage des inquiets et des insoucians ; il remplaça la *phrase* sur l'unité et la discipline par un élan réel de responsabilité et d'initiative répondant à l'appel du Comité de Défense de Madrid. Chacun comprit qu'il avait quelque chose à faire, pour laquelle on comptait sur lui. Chacun comprit qu'il pouvait compter sur autrui pour une résistance sincère, et, au lieu de quelques assauts d'héroïsme oratoire, terminés par des hommages de confiance au gouvernement, on eut le travail effectif, la contagion de l'exemple, l'entrée en jeu des larges masses. *Le départ*

voient dans la capitale de la République un obsédant objectif. Les fascistes essaient de l'atteindre pour échapper à la déroute qui, inexorablement, plane sur eux.

« Maintenant l'autorité morale du gouvernement est à nouveau rétablie et accrue par le changement de résidence, que seules des considérations d'ordre moral ont dicté. De Valence, en relations directes avec le reste du pays, le gouvernement pourra prendre, avec efficacité, les mesures qui, grâce à l'union de tous, doivent conduire à l'écrasement total du fascisme.

« Au sujet du changement officiel de la résidence du gouvernement, nous croyons opportun de rappeler que, de même, aux heures graves de la glorieuse révolution russe, alors que les armées blanches menaçaient sérieusement Petrograd, le gouvernement se transféra à Moscou pour mieux diriger de là le mouvement qui devait finalement triompher. Et non seulement Petrograd ne fut pas pris, mais c'est sous ses murs mêmes que l'armée blanche subit sa plus complète débâcle. De même Paris, alors que la ville se trouvait sous la pression des troupes germaniques, cessa un moment d'être la résidence officielle du gouvernement. Le gouvernement français d'alors adopta une mesure semblable à celle prise aujourd'hui par nous. Et Paris, comme Petrograd, ne fut pas pris.

« Les circonstances d'aujourd'hui sont semblables à celles de Paris et de Petrograd hier. Madrid est violemment attaqué. L'ennemi joue là sa carte décisive. Non seulement Madrid ne sera pas pris, mais les troupes factieuses doivent, au contraire, y subir un réel et irréparable revers.

« Pendant ce temps, de Valence, le gouvernement républicain, renforcé moralement et matériellement, saura conduire au triomphe final pour lequel tous nous luttons. »

éléments de succès se trouvent valorisés par la tactique de la guerre de position, de front continu, avec transport de forces massives vers les points où l'on veut obtenir la décision.

« Du côté populaire, les éléments de succès sont d'ordre absolument contraire : abondance d'hommes, initiative et agressivité passionnée des individus et des groupes, sympathie active de l'ensemble des masses travailleuses de tout le pays, arme économique de la grève et du sabotage dans les régions occupées par les fascistes. La pleine utilisation de ces forces morales et physiques, en elles-mêmes bien supérieures à celles dont dispose l'adversaire, ne peut se réaliser que par une lutte généralisée de coups de mains, d'embuscades et de guérilla s'étendant à l'ensemble du pays.

« La volonté bien arrêtée de certains éléments politiques du Front Populaire espagnol est de combattre le militarisme en lui opposant une technique militaire de même ordre, en lui faisant une guerre « en règle » à grands coups de corps d'armée et de concentration de matériel, en décrétant la *mobilisation obligatoire*, en appliquant un *plan stratégique sous un commandement unique*, bref, en copiant plus ou moins parfaitement le fascisme. Ici-même, nous avons publié l'opinion de camarades qui se sont laissés influencer par le bolchevisme au point de revendiquer la création d'une Armée Rouge ».

« Cette attitude nous paraît dangereuse à plus d'un point de vue. Il ne faut pas oublier que l'Armée Rouge des bolcheviks est une création du temps de paix, la victoire sur la réaction intérieure et extérieure ayant été avant tout l'œuvre des groupes de « Partisans », avec des méthodes de lutte analogues à celles de la guérilla espagnole. A l'heure actuelle, le problème essentiel n'est pas de transformer la Milice, ensemble de partisans aptes à la guérilla, en une Armée régulière présentant les caractéristiques d'une armée de métier. Le problème est bien plutôt d'élever la technicité propre des formations miliciennes en s'inspirant des conceptions tactiques du Groupe de Combat et de l'École de Section, en vigueur dans les principales armées européennes - et en dotant les Groupes de Combat du matériel approprié (arme automatique, grenade à main et à fusil, etc.). Agir autrement, ce serait attendre la décision d'une

bataille napoléonienne, dont tous les instruments sont encore à créer, en ce qui concerne le camp antifasciste espagnol. Ce serait remettre cette décision aux calendes grecques, éterniser la position actuelle, et dans ce cas remettre au hasard une victoire qui d'avance serait nôtre, si nous savions utiliser pleinement nos armes propres.

« Tout porte à croire que la décision dans la lutte qui se poursuit aux quatre coins de l'Espagne sera d'ordre moral et non pas d'ordre stratégique.

« Prenons garde aux manœuvres intéressées des temporisateurs et des faiseurs de compromis qui guettent le moment de trahir le peuple en se réconciliant avec la section fasciste de la bourgeoisie, *dans le seul but d'anéantir et d'étouffer à jamais l'élan révolutionnaire du prolétariat.* »

Le même journal, dans le même numéro, s'applaudissait de l'allure anarchiste des colonnes de la F.A.I. et de la résonance profonde que leur épopée en espadrilles et en bleu de chauffe éveillait dans le cœur des masses :

« Journallement, de nouvelles levées populaires se produisent à Barcelone. Les contingents, après quelques jours de sommaire préparation, reçoivent leur équipement et font leurs adieux à la capitale par un défilé dans la rue. Au cours de cette marche des volontaires, les honneurs sont rendus au siège de toutes les organisations adhérentes au Comité des Milices Antifascistes, et des clameurs s'échangent entre les camarades qui vont partir et ceux massés aux fenêtres et aux balcons.

« Chaque colonne a sa physionomie particulière, plus distincte encore que les emblèmes qu'elle porte. Les détachements communistes et socialistes se distinguent par une certaine raideur militaire, la présence de pelotons de cavalerie et d'armes spéciales, une formation plus massive, le pas cadencé, les poings levés. Les forces du P.O.U.M., celles de la Police et des catalanistes sont remarquées pour la beauté et la richesse des équipements. Les camarades de la F.A.I. et de la C.N.T., eux, défilent sans coeurs parlés et sans orchestre, mais lorsqu'ils passent pour se rendre vers de nouveaux combats, eux que la légende populaire a surnommés « los

tombe du Fascisme.

« En avant, miliciens !

« Vive Madrid sans Gouvernement ! » Vive la Révolution Sociale ! »

Quant à celle de Valence, elle est plus dure et plus laconique encore :

« C.N.T.- A.I.T. - F.A.I. Valenciens ! »

« Pour les femmes, les enfants et les vieillards de Madrid, notre pain et notre maison. Pour les lâches et les fuyards qui exhibent leurs armes et leurs autos, notre mépris.

« Camarades, boycottez-les. Faites-leur la vie impossible. »

Il eut été impossible au gouvernement Caballero de survivre, si les anarchistes n'avaient pas assumé sa défense vis-à-vis des masses. D'autre part, le renversement du gouvernement aurait posé devant ces mêmes anarchistes une série de problèmes économiques, politiques, diplomatiques, militaires et financiers qu'il n'aurait pas été facile de résoudre avec l'ennemi dans les faubourgs de Madrid.

Quoiqu'il en soit, la direction nationale de la C.N.T.-F.A.I. n'était pour rien dans l'affiche placardée à Valence. Au contraire, elle s'empressa de publier dans son quotidien *Solidaridad Obrera* le manifeste suivant, dont on appréciera le loyalisme à cent pour cent ;

« Des considérations d'ordre moral nous obligent aujourd'hui à faire un bref commentaire sur ce transfert dont d'aucuns auraient voulu tendancieusement tirer certaines conséquences en lui donnant plus d'importance qu'il n'en a en réalité.

« Il est évident que l'autorité et le prestige dont tout gouvernement doit jouir ne doivent jamais être atteints par une quelconque menace que l'on fait peser sur lui. En aucune façon, la plus légère ombre de contrainte ne doit peser sur l'organisme directeur de l'État.

« Cette situation fut cependant celle du gouvernement de la République resté jusqu'à hier dans une ville en butte à un danger plus ou moins réel : celui d'une attaque des forces factieuses qui

« Espérant que chacun accomplira à la lettre ces instructions et en désirant la foi dans le triomphe, nous restons à vous et à la Révolution sociale en marche.

Le Comité Régional. »

Comme on le voit, l'attitude des anarcho-syndicalistes était comme celle de Durruti, souple et prudente : donner satisfaction au gouvernement même aux dépens des « principes », mais garder en main autant que possible les conquêtes pratiques de juillet.

Un coup sensible fut porté au prestige du gouvernement et ce fut lui-même qui le porta en se retirant à Valence loin des dangers de la capitale. Cette espèce d'abdication, après les proclamations épiques dont Caballero avait été prodigue, eût permis aux anarchistes, s'ils l'avaient voulu, de briser définitivement le joug centraliste et gouvernemental en proclamant la Commune *de Madrid*, en réalisant la proposition CNTiste de Conseil National de Défense, et en instituant la Fédération des Peuples Ibériques à la place de l'ancien État espagnol.

Il est difficile de dire si cette audace eût été sage. Elle aurait certainement rencontré l'hostilité directe de la Russie et des éléments contrôlés par elle. D'autre part elle aurait rencontré un sérieux appui dans les masses travailleuses et chez les combattants du front. Nous n'en voulons pour preuve que les proclamations suivantes placardées par les miliciens et saluées par l'enthousiasme populaire, l'une à Madrid, l'autre à Valence. Voici celle des Madrilènes :

« La tombe du fascisme, c'est Madrid : ce Madrid vide de ministres, de commissaires et d'autres « touristes » qui, chargés de « commissions » urgentes, ont quitté la capitale précipitamment devant le danger.

« Nous, peuple de Madrid, nous n'avons pas besoin de tous ces « touristes » qui sont partis pour le Levant et pour la Catalogne.

« Ils sont partis pour ne pas revenir, mais s'ils revenaient...

« Madrid, délivré des ministres et des commissaires, sera la

Aguiluchos » (les Aiglons), c'est toute une « Symphonie héroïque » qui s'improvise par la profonde communion des volontaires et de la foule.

« Les voici, en trois files écartées, clairsemées, irrégulières, agitées homme par homme, entrecoupées de brusques remous, d'une longueur interminable. En tête, sur une seule ligne, l'état-major en cote bleue d'ouvriers. Il se compose de militants syndicalistes connus : à la C.N.T. chaque organisateur ou propagandiste se double d'un guérillero, d'un homme d'action et d'un combattant. A Barcelone même, les hommes qui le jour contrôlent l'économie du pays et s'asseyent dans les fauteuils désertés par les banquiers, prennent le soir le pistolet ou le fusil de milicien pour procéder de leurs propres mains à la liquidation des éléments fascistes, dont les repaires sont encore nombreux en territoire catalan. Aucune barrière ne sépare donc, dans les rangs anarchistes, les manieurs de mitrailleuses et de machines à écrire, ceux de l'arrière et ceux du front. Pas de « chefs » professionnels, mais des entraîneurs d'hommes ayant payé et payant chaque jour de leur personne. Pas de spécialisation bureaucratique, mais des militants complets, révolutionnaires de la tête aux pieds.

« A travers les larges avenues, les trois minces torrents humains charrient avec eux toute une foule. Auprès du milicien en calot noir et rouge, l'arme à la bretelle, marche un ami, un enfant, une mère, une compagne, une soeur, parfois toute une famille de parents, et d'amis. Des saluts s'échangent, des noms jaillissent, des mains se serrent, des copains d'atelier échangent une embrassade fraternelle, et c'est tout un peuple qui envahit la colonne, en comble les intervalles, et l'emporte dans la chaleur de son cœur ardent.

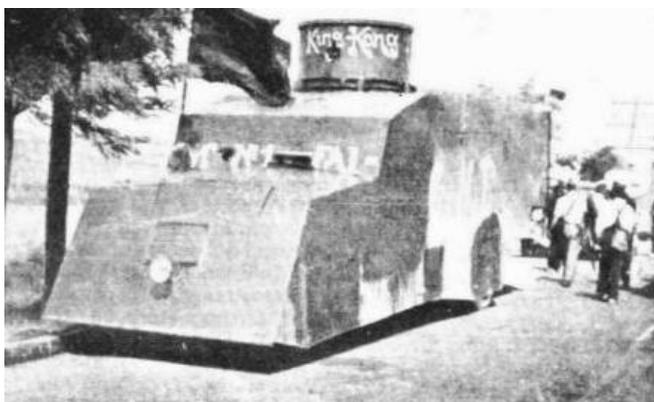
« Sur le chemin de la file du milieu, une vieille en cheveux gris s'est postée ; et chaque homme qui passe, chacun sans distinction, recevra en passant l'adieu maternel de cette femme. Des centaines et des centaines d'hommes emportent ainsi l'étreinte énergique et brève, l'étreinte maladroite et passionnée, l'étreinte suprême d'une maman inconnue, qui reconnaît tous les gars de la F.A.I. pour ses enfants, s'accroche un instant à leur bras, répétant un millier de

fois la déchirante seconde du départ. Alors un cri s'envole de cette foule, claquant au vent comme des ailes de mouettes : « Viva la F.A.I. ! Viva la Anarquía ! »

« Et celui qui entend ce cri comprend alors que l'U.G.T., la C.N.T., le P.S.U.C., tous les noms de partis et de groupes ne sont que des choses, des mots d'ordre, des initiales, mais que la F.A.I. (« la Faille » comme on prononce ici), *est une femme* : fiancée, compagne, soeur, fille et mère idéale de tous ceux dont le coeur bat d'amour pour la liberté.»

... « Logique des sentiments ! » dira-t-on. Mais cette logique n'est-elle celle des révolutions ?...

Car s'il en était autrement, on ne pourrait expliquer la place énorme prise dans la propagande de tous les groupements en faveur du prétendu « commandement unique ».



Le Commandement Unique

Techniquement parlant, un tel commandement ne signifie rien dans une Espagne antifasciste divisée en deux ou trois tronçons, et où les moyens de transports massifs, les réserves, les voies stratégiques et le plus souvent même les liaisons les plus élémentaires étaient et demeurent inexistantes.

sés appelées par le gouvernement, ce Comité a le devoir de faire connaître publiquement les accords adoptés par l'organisation nationale, et en même temps il envoie les instructions à tous ses organismes afin qu'elles soient appliquées intégralement.

« Au dernier Plénum national C.N.T., convoqué à Madrid, on fut d'accord à l'unanimité d'accepter la mobilisation obligatoire des classes correspondantes jusqu'à l'année 32 : mobilisation ordonnée par le gouvernement. La raison d'une telle mesure est que nous considérons comme très juste que personne ne puisse se soustraire au devoir de verser son sang pour obtenir la victoire dans la lutte à mort que nous menons contre le fascisme. Nous ne voulons pas qu'il y ait des embusqués et pour cette raison nous acceptons l'ordre de mobilisation.

« Comme il serait très puéril de livrer nos forces au contrôle absolu du gouvernement, car c'est à la C.N.T. qu'incombe le travail de contrôle des effectifs sur le front de la lutte, le plénum national a décidé que tous ceux qui sont compris dans ces classes et qui appartiennent à nos organisations syndicales, se présentent immédiatement dans les quartiers de la C.N.T. ou, à défaut, dans les Comités des syndicats ou dans les Comités de défense, lesquels prendront note de leur affiliation en notant leur âge, leur office, la classe à laquelle ils appartiennent, le domicile et le village où ils habitent, ainsi que tous les renseignements nécessaires !

« Cette relation sera envoyée au Comité régional de Défense, Nicolas Salméron, 10 (Comité Régional). Ce Comité émettra des cartes de miliciens qui seront remises et réparties entre les compagnons inscrits, qui, bien entendu, restent, à partir de ce moment, à la disposition du Comité Régional, et celui-ci les fera entrer dans la colonne ou sur le front indiqué.

« La mobilisation est donc nécessaire et la C.N.T. use du droit de contrôler ses milices.

« Que personne ne cherche à éluder cette responsabilité, car nous sommes dans des moments où nous pouvons procéder avec énergie contre ceux qui agiraient contrairement aux dispositions accordées par l'organisation.

que particulière vis-à-vis des habitants, et bien souvent aussi sa manière particulière de comprendre la guerre. Cela ne pouvait plus durer. On a apporté quelques améliorations et il en faudra encore d'autres.

« - Mais les grades, les saluts, les punitions, les récompenses ?...

« - Nous n'en aurons pas besoin. Ici, nous sommes des anarchistes.

« - L'ancien Code de Justice Militaire n'est-il pas remis en vigueur par un récent décret de Madrid?

« - Oui, et cette décision du Gouvernement a produit un effet déplorable. Il y a là un manque absolu de sens de la réalité.

« Il existe un contraste absolu entre cet esprit-là et celui des milices. Nous sommes très conciliants, mais nous savons que l'une de ces mentalités doit disparaître devant l'autre.

« - Ne penses-tu pas que si la guerre durait longtemps, le militarisme se stabiliserait et mettrait en danger la révolution ?

« - Eh bien ! C'est justement pourquoi il nous faut gagner la guerre au plus tôt !

« Sur cette réplique, le camarade Durruti nous sourit, et nous prenons congé de lui par une vigoureuse poignée de main.»

Quant à la C.N.T. dans son ensemble, elle adopta les principes suivants, portés à la connaissance de tous les syndiqués :

« Vue la série d'incidents motivés par l'incorporation des clas-



La revendication du « commandement unique » en Espagne est une exigence du moral, non de la stratégie militaire. Elle correspond à la crainte de l'isolement, à la conscience des profondes divergences d'intérêts et de vue politique entre les secteurs antifascistes, et à ce courant compensateur « d'unité à tout prix » qui résulte de la concurrence même des colonnes se disputant (et pas toujours très pacifiquement) les vivres, les munitions et les armes.

Évidemment, un comité d'arbitrage, de coordination et de direction générale était nécessaire pour répartir équitablement le matériel, les tâches et les objectifs, sur la base d'un plan établi en commun. Mais la psychose d'unité exigeait davantage : elle avait besoin d'être calmée par le choix d'un chef unique, nommé responsable de tout l'ensemble des opérations de guerre. Elle voulait un pouvoir unique et fort, que la C.N.T. concevait *syndical* et appelait « Comité National de Défense » - tandis que les marxistes et les républicains proclamaient la nécessité de donner pleins pouvoirs au cabinet politique de Madrid.

Cette psychose fut-elle un élément favorable ou défavorable dans la lutte? Toujours est-il qu'elle fut sinon la cause, du moins le résultat. des défaites terribles essuyées en Estrémadoure, en Guipuzcoa, en Andalousie et aux Baléares, défaites dues pour la plupart à la trahison des chefs militaires et des éléments socialement conservateurs, ainsi qu'un manque d'armement et de munitions suffisantes pour les opérations entreprises.

A chaque désastre, l'obsession de la discipline, de l'union sacrée, la volonté de cacher les trahisons, les fautes et les défaites elles-mêmes (aucune « carte des opérations » ne disait la vérité), se manifestaient avec une intensité redoublée.

On en vint à interdire les journaux étrangers, même amis. La censure retardait interminablement les lettres. Le bourrage de crânes débordait dans la presse (rédigée souvent par des professionnels sans courage ni idéologie, après le départ des militants au front). Le conformisme guerrier, qui coulait à pleins bords, rendait identiquement illisibles tous les journaux y compris ceux de la C. N.T.-F.A.I. (à l'exception de quelques petites feuilles locales ou journaux du front).

Au milieu de cette orgie de littérature « poilu », l'annonce de la prochaine mobilisation des classes de la première réserve, succéda à la dissolution du *Comité central des Milices Antifascistes* (selon le nom qui avait prévalu) et à celle du *Comité Economique* à base syndicale qui s'était organisé en Catalogne comme organe de socialisation.

Entre-temps, la proposition CNTiste d'un Comité National de Défense avait été repoussée en faveur d'une comédie parlementaire et gouvernementale qui amena au pouvoir le principal avocat du « Gouvernement fort », Largo Caballero, l'ancien ministre de Primo de Rivera, le soi-disant « Lénine espagnol ».

On trouvera dans l'article ci-dessous, rédigé pour *l'Espagne Antifasciste* et non inséré, quelques arguments personnels contre le *néomilitarisme* développé dans le camp antifasciste autour du mot d'ordre « commandement unique » :

« *A propos du commandement unique.*

« Le mot d'ordre du commandement unique lancé par la C.N. T. a certainement sa raison d'être dans la nécessité d'une action coordonnée entre toutes les forces du front et de l'arrière, pour la victoire sur le fascisme.

« Cependant, il ne sert à rien de se dissimuler les inconvénients que présente ce mot d'ordre, au point de vue de son application aux opérations militaires et à la mobilisation économique.

« Les forces antifascistes en Espagne sont coupées en deux ou trois tronçons qui, géographiquement parlant, sont sans contacts les uns avec les autres. Ceci est une première difficulté technique à la conduite unifiée de la guerre.

« Une deuxième difficulté réside dans le fait que, politiquement et par leurs traditions régionales, les éléments rassemblés dans le front antifasciste sont extrêmement jaloux de leur particularisme, et n'accepteraient pas d'un bon gré le « joug centraliste » d'une autorité extérieure. Les provinces basques, la Catalogne, l'Andalousie, etc... sont autant d'unités géographiques et ethnographiques, dont la solidarité a pour condition préalable la satisfaction du sentiment autonomiste.

Sans doute, le gouvernement de Madrid exerce une autorité

que nous sommes antimilitaristes.

« Nous ne voulons pas d'une Armée Nationale. Nous ne voulons pas que les Milices Populaires, qui sont l'incarnation de la volonté du peuple, disparaissent : *elles seules peuvent défendre la liberté du peuple espagnol.*

« Comme nous le faisons avant cette guerre sociale, nous continuons à crier : « *A BAS LES CHAINES !* ». L'Armée est le symbole de la tyrannie. Abattons l'Armée ! »

D'autres manifestes du même genre, quoique plus modérés de ton, furent émis par la Section Italienne de la colonne Ascaso, par la colonne de Fer, etc... (voir « Documents », pages 26 à 31).

Mis dans l'alternative de se soumettre à la nouvelle loi ou de laisser le fusil en quittant les milices, les combattants considéraient les deux choses comme également nocives à la révolution qu'ils entendaient défendre et, malgré les ordres des organisations, la plupart tranchèrent la question en ne faisant ni l'un ni l'autre. Mais le moral en souffrit beaucoup. Ce fut la force de la colonne Durruti de se tenir dans l'ignorance de la nouvelle loi tout en appliquant certaines dispositions pratiques qui avaient leur bon côté, et qui la mettaient à l'abri du reproche d'indiscipline. Ici se manifestait le réalisme personnel de Durruti, son ascendant moral sur sa colonne et sur le pays, et une sorte de matoserie paysanne dont on trouvera l'expression obstinée et rusée dans l'interview que voici :

« - Est-il vrai que l'on va rétablir dans les milices les règlements et la hiérarchie de l'ancienne armée ?

« - Non ! Ce n'est pas ainsi que la chose se présente. On a mobilisé quelques classes et on a institué le commandement unique. La discipline suffisante pour un combat de rue est naturellement insuffisante pour une longue et dure campagne, face à une armée équipée de façon moderne. Il a fallu y remédier.

« - En quoi consiste ce renforcement de la discipline ?

« - Nous avons jusqu'à ces derniers temps un très grand nombre d'unités diverses ayant chacune son chef, ses effectifs - ils variaient d'un jour à l'autre dans des proportions extraordinaires, son arsenal, son train des équipages, son ravitaillement, sa politi-

fascistes et du personnel des services sanitaires, des industries de guerre et des services de la défense nationale à l'arrière. Un code militaire nouveau devait être rédigé : en attendant, le code militaire et les règlements de l'armée régulière entraient en application dans l'ensemble du territoire -catalan et aragonais.

Le 27 octobre, *Frente Libertario* (organe des milices C.N.T. - F.A.I. du secteur de Madrid) faisait entendre un langage violemment critique, sous le titre : *Milices ou armée nationale ? Pour nous : milices populaires !*

Il y était dit :

« Dans les hautes sphères de la politique, on est en train de travailler afin de transformer les milices populaires en une Armée nationale. Nous ne pouvons passer sous silence ce travail qu'accomplissent dans notre dos nos dirigeants du Gouvernement.

« Nous pouvons contrôler le travail du Gouvernement, surtout lorsqu'il s'agit des problèmes concernant la guerre, car ils sont maintenant d'une importance capitale.

« Transformer les milices en une armée, c'est désirer que les Espagnols retournent au passé. C'est désirer que le peuple espagnol manque de personnalité propre. Il ne peut accepter cette transformation. Ce serait annuler tout le travail de réforme et jeter à terre tout ce qui a été conquis.

« De quel droit le Gouvernement actuel se permet-il de forger de nouvelles chaînes au prolétariat après la destruction de ce qui gênait ce même prolétariat pour la conquête de ses aspirations ? De quel droit se permet-il de ramener ce qui a été si mauvais pour le peuple espagnol ? Pour nous, les militaires font partie intégrante du fascisme. L'armée est l'instrument caractéristique de l'autoritarisme. Supprimer l'armée, c'est supprimer la possibilité d'oppression qu'offre cette même armée vis-à-vis du peuple.

« Nous sommes respectueux des militaires qui mettent leurs connaissances au service de la République. Nous considérons que ces militaires peuvent rendre de grands services en qualité de techniciens en temps de paix, et de nous être d'un concours utile dans la bataille actuelle.

« Mais nous proclamons le plus haut possible, et malgré tout,

reconnue par les diverses provinces, et par les divers secteurs politiques, des nationalistes basques jusqu'aux anarchistes, mais cette autorité n'est un facteur de puissance combative, ni pour les provinces, ni pour la capitale elle-même, ainsi que l'ont constaté de nombreux observateurs.

« La tutelle imposée à la Catalogne par le gouvernement central a été une cause de mécontentement tel, qu'on pouvait aisément admettre le bien-fondé d'une remarque courante, il y a un mois ou deux : « la pire sottise pour Franco serait de prendre Madrid, car cela libérerait les énergies de toute l'Espagne ».

« Madrid n'a pas été pris, mais il a été évacué par le gouvernement central, après que celui-ci eut reconnu le statut catalan et l'autonomie des provinces basques. Le résultat ne se fit pas attendre : le peuple basque, dans un effort de redressement magnifique, passa à l'offensive alors qu'il semblait prêt à capituler. Les Catalans, de leur côté, galvanisés par les menaces toutes particulières que Franco leur adressait, se lancèrent en masse à la défense de leurs frères madrilènes, et manifestèrent pour la défense de la capitale castillane un acharnement sans égal.

« Il suffit de comparer l'état d'esprit qui règne à Valence et à Madrid, respectivement avant et après le transport du gouvernement central, pour se persuader de l'atmosphère contre-révolutionnaire qu'entraîne avec soi la bureaucratie gouvernementale, ce stupéfiant de l'initiative et de l'enthousiasme populaire.

« Pour qu'un maximum d'activité et de solidarité dans l'action directe soit apporté par les divers secteurs géographiques et sociaux du front antifasciste, il semble indiqué de n'en décharger aucun de ses responsabilités entre les mains d'un pouvoir central. La coordination doit s'établir suivant le principe fédéraliste de la Table Ronde, par l'organe d'un Comité de Défense Pan-Ibérique. Mais aucune province, aucun parti, aucun homme ne peut à l'heure actuelle jouir de prérogatives centralistes échappant au contrôle de la base.

« Nous avons vu que le « commandement unique » au point de vue militaire présentait des inconvénients et des impossibilités pratiques. Ces inconvénients et ces impossibilités ont été reconnues par Trotsky lui-même en ce qui concerne la guerre civile russe de 1918-

1920. Dans son livre *La Naissance de l'Armée Rouge*, Trotsky admet que la situation, le caractère réactionnaire des États-majors, la nature même de la lutte, militaient en faveur de la guerre de partisans, de la guérilla révolutionnaire. Cette «réaction inévitable et saine à son origine» contre l'armée centralisée, la bureaucratie, l'obéissance passive, etc... était à ses yeux « dangereuse surtout au point de vue politique » en ce sens qu'elle favorisait « le fédéralisme réactionnaire (sic) des S.R. de gauche et des anarchistes ».

C'est contre ces éléments, et pour mettre fin à leur influence sur la classe paysanne que fut organisée l'Armée Rouge centralisée et monopolisée des bolcheviks russes : les nécessités militaires n'étaient guère qu'un prétexte, étant donné que la constitution de l'Armée Rouge comme force régulière et permanente coïncida précisément avec la fin de la guerre civile. Tant que celle-ci dura, les corps de partisans existèrent et en supportèrent le poids principal.

« Dans une situation de guerre, toutes les fonctions sociales sont subordonnées aux fonctions de combat. C'est dire que la constitution d'une milice ouvrière met l'ensemble des fonctions sociales sous le contrôle des travailleurs. Au contraire, la reconstitution de l'armée régulière place inévitablement l'ensemble des fonctions sociales sous le contrôle des chefs professionnels de l'Armée - lesquels, par définition, appartiennent à la bourgeoisie. »

« Attendons-nous à voir, chaque fois que les militaires gouvernementaux auront essuyé un échec quelconque, se renouveler le même chantage moral des « autoritaires » contre les anarchistes à qui on demandera de renoncer à leurs armes, à leurs milices et à leurs méthodes de lutte en faveur des formations « régulières » de la bourgeoisie !

« Mais le peuple travailleur commettrait un véritable suicide s'il abandonnait le pas gagné : si les syndicats se mettaient à travailler pour l'État et non pas directement et exclusivement pour les milices. »



La Mobilisation et la Fuite à Valence

L'œuvre de Largo Caballero comme chef du « gouvernement fort » qui devait « faire la guerre » fut entourée de l'union sacrée de presque toutes les forces antifascistes, union sacrée qui devait aller jusqu'à l'entrée des représentants de la F.A.I. et de la C.N.T. dans les conseils du gouvernement.

Au point de vue international, elle coïncida avec l'abandon par l'U.R.S.S. de sa politique de neutralité et avec des fournitures d'armes assez abondantes en direction de Madrid.

Il en résultait que la création d'une armée populaire unique, techniquement parlant, se présentait sous des meilleures auspices que dans la période précédente, caractérisée par une disette absolue en matériel de guerre.

L'expérience ne rencontra pas d'autres obstacles que la méfiance des révolutionnaires du front envers les anciens cadres de l'armée bourgeoise, et en face des chefs militaires russes, les uns et les autres ayant une fâcheuse tendance à considérer les hommes comme du bétail et la guerre comme un exercice de technique militaire ou un banc d'essai pour le matériel des diverses puissances européennes.

Le 24 octobre, fut promulgué par la Généralité de Catalogne un décret portant sur la mobilisation des classes 1935 à 1932. Un autre décret du même jour portait sur la militarisation des milices anti-